

Géographe : ne dire que ce qui se voit ou donner à voir ?

Gérard SALEM

Selon P. ELUARD, la poésie doit « Donner à voir » par la puissance d'évocation du mot et de l'image, les jours insoupçonnés des choses. Il rejoint en cela nombre de théoriciens de l'histoire de l'art qui, tel MALRAUX, souligne le don de métamorphose des objets.

Cette fonction artistique n'est peut-être pas lointaine des pratiques scientifiques des géographes : si aucun objet scientifique ne lui appartient en propre, le discours qu'il tient sur les choses l'identifie rapidement. Spatiologue, il met au jour la dimension spatiale de pans de société, cartographe il en dessine les structures et les limites.

Donner à voir

Deux idées réductrices feraient volontiers de la géographie un exercice de cartographie ou/et une description des formes physiques et sociales de la planète. La première approche ferait des géographes des techniciens/artistes qui produiraient des documents supposés neutres, la seconde habillerait le géographe de l'habit et de la loupe des naturalistes.

Ces propositions méritent qu'on s'y arrête : les géographes ne s'attachent-ils pas surtout à dire et à traduire cartographiquement ce qui se voit ? Si c'était le cas, on pourrait s'interroger sur la capacité de la discipline à répondre aux ambitions définies pour elle par P. GOUROU (étudier les techniques d'encadrement), P. PELISSIER (analyser les formes du contrôle territorial) et G. SAUTTER (assurer la dialectique société spatialisée/espace socialisé).

Les démarches convergentes de ces trois géographes incitent clairement à articuler « la leçon de choses » des paysages à la dimension spatiale des faits de société :

1. Pour mettre en évidence l'éventuelle dimension spatiale des jeux et stratégies des groupes sociaux : la présence ou l'absence d'une telle dimension éclaire les formes de contrôle territorial dans ses relations avec le contrôle social. La carte peut alors révéler les dimensions cachées d'une organisation sociale et/ou répondre à certaines des questions posées par les paysages.

De même, étudier la dimension spatiale de phénomènes qui ne sont pas de son seul ressort, contraint le géographe à réviser les limites/frontières données aux espaces et sous-espaces étudiés et ainsi à donner un sens à la localisation des faits observés.

2. Pour superposer les cartes « du visible et du non visible » qui définissent le produit spatial fini : l'architecture (BACHELARD) d'un lieu.

Nous voudrions illustrer cette démarche par quelques exemples tirés d'une recherche en cours sur les relations entre urbanisation et santé à Pikine (Sénégal).

Faire mentir les paysages

M. VERNIERE a bien montré comment les autorités sénégalaises ont perdu le contrôle de l'expansion spatiale de la ville de Pikine au lendemain des Indépendances. Le mouvement observé n'a fait que s'amplifier et l'agglomération pikinoise est, en 1987, occupée pour moitié par des quartiers irréguliers (fig. 1.). Cette irrégularité

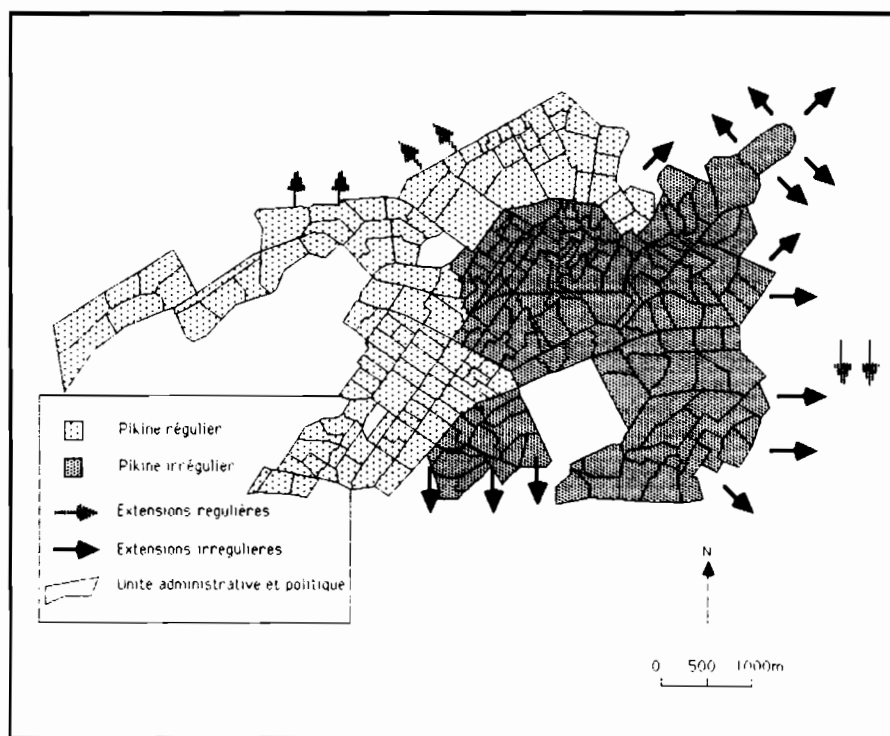


FIG. 1.— Pikine 1986 : les villes régulières et irrégulières (Relevés de mai 1986, G.SALEM, avec la collaboration de A. SOW et P. NDIAYE. Infographie : L. ARREGHINI, G. SALEM, P.WANIEZ)

se traduit nettement dans les paysages : voirie anarchique, absence d'assainissement, habitat homogène en matériaux durables etc., il apparaît clairement que les autorités ont perdu le contrôle technique de la ville.

Ce constat fait, le risque pour le géographe n'est-il pas de donner pour explication ce qu'il devrait expliquer ? L'urbanisation incontrôlée serait due au non-respect des règles d'urbanisme ou encore au hiatus entre l'offre et la demande de logements. A ce risque de positivisme (évoquant des dysfonctionnements) s'ajoute celui de pré-supposés idéologiques : ces dissidents de l'urbanisme ne seraient-ils pas également des dissidents de l'Etat, des marginaux, des laissés pour compte, etc.

Si ce pas était fait, on ferait mentir les paysages. Le problème de la présence de la zone irrégulière ne peut se régler de façon implicite. La question est de savoir pourquoi cette zone existe et se développe : les autorités ne disposeraient-elles pas des moyens ou de la volonté de contrôler le développement de la ville ? Mais si ces quartiers abritent maintenant près de la moitié de la population de Pikine, n'est-ce pas aussi parce que fonctionne bien « quelque part », un système ?

Le système en question n'est ni plus ni moins que le système politique en place. Le parti socialiste au pouvoir opère un quadrillage systématique de la ville par des comités du parti. La superposition de l'organigramme politique à celui de l'administration (hommes et niveaux des différentes instances), désigne naturellement à l'administration l'un des responsables politiques comme chef de quartier. Ce chef de quartier assurera le lien entre l'administration et les administrés pour toutes les affaires touchant le quartier et parfois les problèmes personnels. C'est de la légitimité politique que vient la légitimité administrative, quel que soit le statut d'occupation des dits quartiers. On comprend quel parti peuvent tirer des illégaux d'une telle possibilité de reconnaissance. La carte des découpages politico-administratifs montre l'extraordinaire quadrillage opéré et... les vocations politiques suscitées. Cela est particulièrement marqué dans les zones dites irrégulières, la reconnaissance de fait s'accompagnant selon le mérite et le zèle de chacun de l'équipement des quartiers (bornes fontaines, électricité, écoles, postes de santé...).

Pendant de ce clientélisme, les hommes et les groupes politiques tirent leur poids, dans l'appareil du parti, de leur implantation locale : c'est dire que le système politico-administratif encourage le développement de la ville irrégulière, faisant de ces espaces le produit et l'enjeu de cette logique.

L'analyse de la composante spatiale de ces stratégies de contrôle territorial provient d'une démarche géographique et révèle l'articulation et les jeux entre l'Etat, dépassé par la croissance de sa banlieue, et des populations en quête de légitimité. Sans ce détour politico-géographique, il serait difficile d'expliquer l'étonnante paix sociale qui règne dans une ville *a priori* condamnée à être un ghetto et un foyer de délinquance. Aux conditions difficiles d'implantation de Pikine (déguerpissements et recasements mal préparés, sous-équipement, crise du logement, tissu social à créer etc.) les autorités et des populations on su mettre en place un système corrigeant ici les ratés d'un énorme projet, détournant là des règlements inadaptés (le premier contesté étant la loi sur le Domaine national ou plus récemment la volonté de ne plus installer de borne fontaines).

La définition et la hiérarchisation d'unités territoriales en constituaient le préalable, celles-ci n'apparaissent pas dans le paysage.

Cerner des espaces sans frontières

Mais ce système particulièrement efficace quand la ville se crée, est miné par ses propres contradictions quand les communautés s'enracinent ; on passe à terme d'une logique spatiale à une logique de réseaux sociaux.

Il est rare en effet qu'un quartier ne devienne le théâtre d'affrontements politiques dont les enjeux se raccrochent aux luttes pour le contrôle de la section (une quinzaine de comités/quartiers) et de la coordination (5 à 6 sections). La procédure est chaque fois la même : après constitution d'un comité politique réunissant une cinquantaine de militants le soutenant, un responsable politique de haut niveau, concurrent des élus du moment, nomme pour un quartier ou groupe de quartiers déjà constitués son représentant auprès de l'administration. La coexistence en un même lieu de clientèles politiques concurrentes rend obsolètes les frontières définies : un surcontrôle spatial mine le quadrillage rationnel de l'espace mais renforce le contrôle social général par la multiplication de réseaux sociaux.

L'étude des stratégies d'implantation des confréries religieuses révèle la même logique. Il se dessine une géographie des écoles arabisantes — particulièrement dans les quartiers dépourvus d'établissements publics — parce qu'un tel prosélytisme passe par un maillage de l'espace. Mais de façon générale, les marabouts et leurs fidèles (*taalibé*) ne s'embarrassent pas en milieu urbain de frontières géographiques pour définir leurs liens : les réseaux mis en place sur des affinités socio-religieuses constituent le ciment de communautés dispersées et ne nuit nullement à l'entregent de marabouts susceptibles d'intervenir pour des problèmes personnels ou collectifs, comme le maintien sur place d'un quartier irrégulier.

La prise en compte de la dimension spatiale des jeux des acteurs sociaux éclaire donc la géographie de la ville mais contribue également à définir la nature et les enjeux des stratégies développées. Faire de la géographie, c'est dans ce cas de figure, montrer qu'on ne peut pas en faire.

Donner des limites aux espaces

Spatiologue puis cartographe, le géographe a la dangereuse habitude de couper, morceller des espaces. La définition d'une limite est bien pourtant de séparer deux espaces, deux populations contiguës. Un seul découpage ne saurait être *a priori* pertinent pour toutes les données spatialisées : les exemples donnés plus avant montrent que la ville des urbanistes n'est pas celle des politiciens, ni celle des religieux.

Ainsi avons-nous pu observer dans le cadre d'une étude sur la couverture vaccinale, les recours thérapeutiques et l'état nutritionnel des enfants de Pikine que la généralisation d'enquêtes domiciliaires ponctuelles à des zones plus larges posait un problème spécifiquement géographique.

Les données sanitaires individuelles sur une population sont classiquement traitées par regroupement de caractères communs (âge, sexe, ethnie, habitat...). Elles peuvent également l'être dans une perspective géographique pour définir le profil sanitaire des sous-zones d'un ensemble. Il s'agit donc d'établir un découpage de l'espace en fonction des variables explicatives de l'état nutritionnel, de la couverture vaccinale... retenues par la statistique et non sur des espaces préalablement définis.

Les unités spatiales retenues dans notre étude pour caractériser l'environnement urbain se sont révélées arbitraires quand il s'est agi de définir d'éventuelles zones à risques : les facteurs de risques étant davantage sociaux et culturels, c'est donc à une géographie sociale et culturelle d'opérer sa dissection.

A cartographier des données sur une matrice préétablie, on risque de faire des « géographismes », en faussant et perdant le sens à donner à la localisation des phénomènes étudiés.

Paysages mystificateurs, espaces sans frontières, limites arbitraires... les exemples donnés sur Pikine n'inclinaient-ils pas à penser que la géographie a perdu son objet en milieu urbain ? De fait, les catégories traditionnelles du géographe, limites/distance/frontière, méritent particulièrement d'être discutées dans un lieu aussi confiné que la ville, alors même que l'espace s'impose aux différentes disciplines comme une dimension importante à prendre en compte.

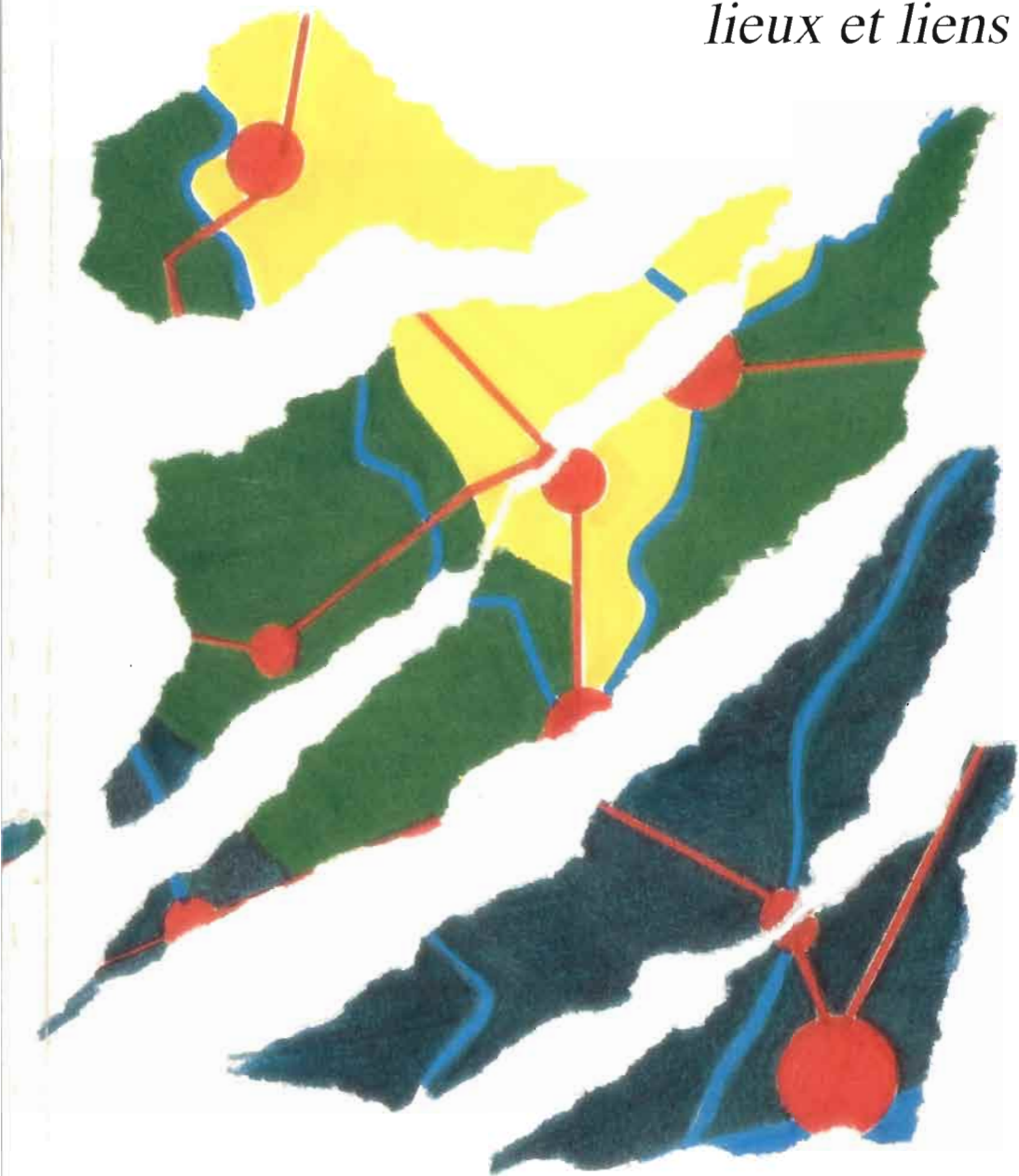
Cette convergence et ce paradoxe invitent surtout à une plus grande rigueur épistémologique dans l'interdisciplinarité. Le chaos apparent des paysages urbains ne surprend pas l'habitué des villes sahéliennes, le morcellement des unités territoriales et la mise en place d'une logique de réseaux sociaux reproduisent les mécanismes observés par les spécialistes de la vallée du fleuve Sénégal, l'omniprésence des Toucouleur dans les jeux politiques et le refus du pouvoir des Serer ou des Diola dans le Cap Vert s'inscrit dans un long terme historique.

Il nous apparaît que si la mise en perspective historique contribue à donner des bases à l'interdisciplinarité et des limites à chaque discipline, la contribution de la géographie à tout projet scientifique passe par l'approfondissement de sa démarche propre.

En faisant la part dans les paysages urbains de ce qui ressort de la gestion de l'environnement par les sociétés (ce qui renvoie au temps long de l'organisation sociale) de la dynamique et de l'inertie propre des tissus urbains des villes africaines (qui sont l'expression d'un temps court), en décomposant la ville selon les facteurs déterminant le phénomène dont on veut étudier la dimension spatiale, on détermine des strates, des espaces spécifiques qui loin de faire perdre son objet à la géographie renforce son unicité et lui donne une place de choix dans le concert des disciplines.

Tropiques

lieux et liens



Editions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

*avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique,
de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
et du Ministère des Affaires Etrangères*

Sommaire

Présentation - P. PELISSIER ET G. SAUTTER

Avant-propos - P. GOUROU

Liens - C. BLANC-PAMARD, A. LERICOLLAIS, J. GALLAIS,
H. ATTIA

Campagnes en devenir - J.-Y. MARCHAL, O. HOFFMANN,
L. MESCHY, J. PELTRE-WURTZ, J. BOULET, G. DANDROY,
C. SEIGNOBOS, B. ANTHEAUME, V. LASSAILLY-JACOB,
B. CHARLERY DE LA MASSELIERE, J. BOUTRAIS, M.-C.
CORMIER-SALEM, A. LERICOLLAIS, C. BLANC-PAMARD,
M. BENOIT, H. RAKOTO-RAMIARANTSOA, O. SEVIN, B.
TALLET, Y. DEVERIN, J. RAMAMONJISOA, L. DUBOURDIEU.

Autour des villes - J.-L. CHALEARD, A. DUBRESSON, G.
SALEM, M. LE PAPE, C. VIDAL, A. MANOU-SAVINA, P.
PELTRE, G. MAINET, Y. MARGUERAT, J.-L. DONGMO,
J. CHAMPAUD.

Compositions d'espaces - A. SECK, M.-C. AQUARONE,
R. POURTIER, J.-P. RAISON, M. LESOURD, A. GASCON,
M. PORTAIS, E. GU-KONU, C. TAILLARD, A. SAUSSOL,
J. BONNEMAISON, L. CAMBREZY, J. PLYA, G. SAVONNET,
E. BERNUS, J.-C. ROUX, A.-M. PILLET-SCHWARTZ, M. PE-
PIN-LEHALLEUR, A. HALLAIRE, J. O. IGUE, A. SCHWARTZ.

Liste des auteurs

Table des matières